

*Questions orales*

dans sa province natale, il vaudrait la peine de noter que depuis 1984, 39 000 nouveaux emplois ont été créés. . .

**M. Robichaud:** Voyons, voyons! On est en train de crever de faim!

**M. Mulroney:** . . . au Nouveau-Brunswick et que l'investissement. . . Non mais attention, attention! Au lieu de lancer des slogans, attention! Oui, mais écoutez! Si vous ne voulez pas m'écouter sur le Nouveau-Brunswick, je vous demanderais au moins d'écouter le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna. Voici ce qu'il a dit dans une annonce dans le *Financial Post*, le 21 avril dernier.

[Traduction]

Je cite: «Selon Statistique Canada, le Nouveau-Brunswick viendra au premier rang au Canada pour ce qui est de la croissance des dépenses en capital en 1989, avec une augmentation énorme de 24,1 p. 100. Pour leur part, les investissements des entreprises augmenteront dans une proportion incroyable de 37,7 p. 100 en 1989.»

Écoutez ce que le premier ministre du Nouveau-Brunswick dit à ce sujet: «Avec un port de renommée mondiale, une main-d'oeuvre de première qualité et notre emplacement stratégique à la suite de la signature de l'Accord de libre-échange, le Nouveau-Brunswick devient rapidement une région recherchée. Selon nous, les investisseurs et les chefs d'entreprise devraient le savoir, mais si nous ne vous le disons pas, qui le fera?»

Ce sont-là les paroles de Frank McKenna, premier ministre du Nouveau-Brunswick. Cessez de dénigrer le Nouveau-Brunswick et la région de l'Atlantique et aidez-nous plutôt à bâtir une région plus solide.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Qu'il sache que les gens disent que toutes les idioties qu'il a exprimées ne mettront pas. . .

**M. le Président:** Que le député pose sa question.

**M. Simmons:** Monsieur le Président, le premier ministre admet que la situation est critique, donc il a au moins un pas d'avance sur le ministre des Pêches.

C'est une tragédie nationale et une honte de portée internationale. Ce que les gens, les travailleurs des usines et les pêcheurs veulent savoir du premier ministre, ce dont ils ont désespérément besoin, c'est qu'il déclare sans équivoque qu'il connaît l'ampleur de cette tragédie, qu'il

s'intéresse à leur sort et qu'il est disposé à s'attaquer au problème sans plus tarder.

Voici ma question: annoncerait-il qu'il est disposé à donner la réplique à la Communauté européenne et à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la surpêche afin de protéger les emplois et un mode de vie qui sont menacés par l'inertie et l'insensibilité dont il a fait preuve jusqu'ici?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Comme le premier ministre l'a dit, monsieur le Président, la question a une portée internationale, et il faut en traiter avec la Communauté européenne,

Si le député veut vraiment régler le problème, il sait sûrement que le recours à la force n'est pas du tout indiqué dans ce cas-ci. Quiconque à la Chambre prétend que la solution consiste à recourir à la force ne fait que tromper les gens de Terre-Neuve, de Nouvelle-Écosse et des autres régions de l'Atlantique qui ont déjà assez de problèmes.

La seule façon d'aborder le problème consiste à entreprendre de sérieuses négociations avec la Communauté européenne. C'est ce que nous faisons, et déjà nous notons un certain progrès. Nous sommes les premiers à admettre que nous avons encore du chemin à faire, mais nous réussissons mieux que d'autres qui se contentaient de discuter, sans être disposés à négocier sérieusement.

Le premier ministre a communiqué avec le président de la Communauté européenne. La réponse de ce dernier a été plus constructive que celle à laquelle nous nous attendions. Nous avons l'intention de la relancer. Nous avons aussi l'intention. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark (Yellowhead):** Eh bien, libre aux députés de l'opposition de dénigrer le progrès accompli et de prétendre que nous pouvons faire peur aux Européens. Ils savent que ce n'est pas vrai. Nous n'avons que faire des faussetés. Nous voulons essayer de rétablir la prospérité des pêcheurs du Canada atlantique et de leur donner de l'espoir pour l'avenir.

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, le ministre dit qu'il y a eu des progrès. Je peux lui dire qu'après cinq ans de silence, cinq ans pendant lesquels les pêches de l'Atlantique ont été utilisées, au mieux, comme un pion, le gouvernement commence à faire des vœux pieux, et le ministre a eu sa réponse des Espagnols et des Portugais il y a un mois. En dépit de tous les vœux pieux, ils vont continuer à prendre